



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée  
135 rue Philippe Lebon  
85000 La Roche-sur-Yon  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 13 avril 2022,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **UNITED PETFOOD FRANCE**

Route de la Ferrière

85140 ST MARTIN DES NOYERS

Références : DENV.2022.138

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE implanté Route de la Ferrière 85140 ST MARTIN DES NOYERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans un triple contexte :

- action régionale "incendie",
- périodicité triennale d'inspections des sites soumis à la directive sur les émissions industrielles,
- dépôt d'un dossier de demande d'extension.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED PETFOOD FRANCE
- Route de la Ferrière 85140 ST MARTIN DES NOYERS
- Code AIOT dans GUN : 0006303348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement United Petfood France (UPF) de Saint-Martin-des-Noyers fabrique des aliments secs pour chiens et chats. À cet effet, il relève de la directive européenne sur les émissions industrielles.

L'exploitant a déposé en février 2022 une demande d'extension de ses capacités de production et de stockage.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux d'alimentation et de collecte	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens d'intervention contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.2.2	/	Sans objet
Réserve d'eau de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.2.2	/	Sans objet
Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.2.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant suivait périodiquement l'entretien de ses équipements de première intervention contre un incendie et que des modifications avaient été apportées dans la réalisation de l'extension des capacités de stockage (projet datant de 2019 qui a fait l'objet d'un arrêté complémentaire en 2020).

Toutefois, aucun plan à jour des réseaux de collecte des effluents n'a pu être présenté.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Moyens d'intervention contre un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs - RIA
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  – des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement ;  – des robinets d'incendie armés dans les magasins de stockage ;
<b>Constats :</b> L'établissement comprend 124 extincteurs et 8 robinets d'incendie armés (RIA), dont 5 dans l'entrepôt construit en 2020.  Les extincteurs ont été contrôlés par la société VPI en août 2021. Le compte-rendu de vérification périodique du 27/08/2021 conclut que « l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4 ».  Les RIA ont été contrôlés par la société VPI le 14 octobre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Réserve d'eau de lutte contre un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'une réserve d'eau de 120 m3 disposant de raccords compatibles avec les moyens d'intervention des services extérieurs de secours et d'intervention. Son accès est laissé libre en permanence aux services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Une réserve souple de 180 m3 a été mise en place. Lors de la visite, l'aire d'accès réservée aux services de secours était libre. Ce surplus de 60 m3 par rapport à l'exigence de l'arrêté préfectoral permet de compenser partiellement la réduction du débit horaire du poteau incendie public situé devant l'établissement :

le débit de ce poteau été mesuré à 51 m<sup>3</sup>/h en octobre 2020, alors qu'une référence de 120 m<sup>3</sup>/h était prise en compte dans les calculs de la règle D9 en 2019.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Protection des milieux récepteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est dans la capacité de récupérer et confiner un volume de 386 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction d'un incendie. Pour cela :

– L'établissement est doté d'un bassin étanche de récupération et de confinement des eaux d'extinction d'un incendie d'un volume de 284 m<sup>3</sup>. En fonctionnement normal, ce bassin récupère les eaux pluviales des voiries créées lors de l'extension de l'entrepôt de stockage des produits finis réalisée en 2020. En cas d'incendie de l'entrepôt de stockage des produits finis, ce bassin récupère les eaux utilisées pour l'extinction. Pour cela, une vanne automatique asservie à la détection incendie obture le réseau de collecte des eaux pluviales de toiture et transfère ces dernières vers le bassin de confinement ;

– Un volume complémentaire de 102 m<sup>3</sup> est retenu dans le bâtiment de stockage des produits finis construit en 2020. À cet effet, des seuils d'une hauteur minimale de 5 cm sont mis en œuvre dans les différentes ouvertures de ce bâtiment.

L'exploitant conserve à la disposition de l'inspection des installations classées les documents qui justifient la conformité des équipements aux dispositions du présent article. »

**Constats :** L'exploitant n'a pas mis en œuvre les seuils d'une hauteur minimale de 5 cm dans le bâtiment de stockage construit en 2020.

Afin de pallier ce manque, le volume utile du bassin de confinement a été porté à 400 m<sup>3</sup>.

En outre, la vanne d'obturation asservie à la détection d'incendie n'a pas été mise en place. Elle a été remplacée par un asservissement entraînant l'arrêt de la pompe de relevage des eaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan des réseaux d'alimentation et de collecte

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Collecte des effluents

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

[...] Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;

-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;

-les secteurs collectés et les réseaux associés ;

-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;

-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne disposait pas d'un plan à jour de ses réseaux d'alimentation et de collecte. Celui présenté était en fait le plan projet datant d'octobre 2019, et non le plan de récolement des installations actuellement présentes.
En particulier, les points de rejets et les secteurs collectés n'apparaissent pas clairement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet